

Questions orales

L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant): Non, monsieur l'Orateur, je ne peux prendre cet engagement.

LE CHÔMAGE—LA POSSIBILITÉ DE PROGRAMME NATIONAL D'ISOLATION DES HABITATIONS POUR CRÉER DES EMPLOIS

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Une question supplémentaire monsieur l'Orateur. Étant donné que le coût des niveaux actuels de chômage pour les travailleurs canadiens est d'environ 9 milliards de dollars par an, soit environ 2 milliards pour le bien-être et les prestations d'assurance-chômage et 6 milliards pour la productivité perdue, le solde comprenant les impôts non payés par les chômeurs, le ministre songerait-il à financer un programme national d'isolation pour les habitations, qui a été évalué au coût d'environ 1 milliard? Ce milliard fournirait au moins 4,000 emplois supplémentaires et servirait à économiser l'énergie.

L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, il est incontestable que la proposition du député est valable. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a déjà mis en œuvre un programme de ce genre dans deux provinces et s'intéresse évidemment à en étendre l'application dans tout le Canada. Le député a signalé que le coût d'un programme de ce genre serait d'un milliard par an. A l'heure actuelle, il est impossible de trouver les ressources financières qu'il faudrait ajouter au présent budget pour commander un programme spécial de ce genre, mais il est indiscutable que cette proposition comporte tous les avantages soulignés par le député.

M. Broadbent: Une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Quand nous avons proposé un programme d'isolation en septembre dernier, nous ne prévoyions pas que même le gouvernement l'entreprendrait sans enthousiasme et l'appliquerait à seulement deux provinces. Nous estimions qu'à elles seules les économies de frais énergétiques dans les années à venir justifieraient les dépenses en immobilisations. Compte tenu des économies d'énergie, si importantes pour l'ensemble de l'économie canadienne, et de la nécessité de trouver des emplois au début de l'été pour les jeunes Canadiens, le ministre s'engagerait-il à aller de l'avant, et à lancer à fonds ce programme éminemment sensé?

M. MacEachen: Il est éminemment sensé, c'est vrai, mais financièrement impossible à l'heure actuelle, monsieur l'Orateur.

[M. Broadbent.]

[Français]

LES FINANCES

LES PROPOSITIONS RELATIVES À L'IMPOSITION DES PRODUITS D'ASSURANCE-VIE

M. Eudore Allard (Rimouski): Monsieur le président, en l'absence de l'honorable ministre des Finances, j'aimerais poser ma question à l'honorable ministre suppléant.

Compte tenu des vives protestations des membres d'associations d'assureurs-vie, contre les nouvelles propositions budgétaires du 31 mars dernier, relativement à l'imposition des produits d'assurance-vie, et compte tenu également du fait que ces nouvelles propositions auront surtout pour effet de «pénaliser» les familles des assurés, l'honorable ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il entend donner suite aux propos des membres d'associations d'assureurs-vie et, dans l'affirmative, quand et comment?

[Traduction]

L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, le député le sait peut-être, mais toutes les propositions budgétaires présentées par le ministre des Finances ont déjà franchi, ou presque, l'étape de la première lecture. La Chambre, ou le comité plénier de la Chambre, aura l'occasion de les étudier durant la session en cours et le député pourra alors poser directement des questions et obtenir directement des explications du ministre des Finances à ce sujet.

* * *

[Français]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

ON DEMANDE SI M. BERGER A REPRIS SES FONCTIONS DE JUGE

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, ma question . . .

[Traduction]

Des voix: Bravo!

M. Wagner: Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Pourrait-il dire à la Chambre si le mandat du juge Berger se termine avec le dépôt de son rapport et s'il a repris ses fonctions de juge de la Cour suprême de la Colombie-Britannique?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, si je ne m'abuse, le juge Berger aurait l'intention de publier la seconde tranche du rapport. Il n'a pas encore repris ses fonctions de membre de la Cour suprême de la Colombie-Britannique, mais je sais qu'il a eu un entretien privé avec le juge en chef au sujet de la date de son retour.